

François Martin "La gauche représente un véritable et grave danger"



Article rédigé par Antoine Besson, le 31 mai 2012

François Martin, chroniqueur habitué de ce site et candidat dans la 9ème circonscription des Yvelines, livre à libertepolitique.com le sens de son engagement politique et ses idées pour la France.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

Je me présente pour deux raisons :

Parce qu'après la campagne de Nicolas Sarkozy, clairement orientée vers les valeurs de civilisation qui sont les nôtres, la crainte existe que le « pendule » de la droite reparte vers le subjectivisme et le relativisme, pour édulcorer nos valeurs et « flirter » avec le centre et la gauche. Pour éviter que cela se produise, il est nécessaire que nos valeurs chrétiennes soient clairement et durablement ancrées dans le paysage politique français. C'est la raison pour laquelle le PCD, le parti auquel j'appartiens, présente 100 candidats sur toute la France. Je m'inscris dans cette dynamique.

Parce que je suis loin d'être défaitiste. La gauche représente un véritable et grave danger, puisqu'elle a clairement annoncé ses intentions : mariage homosexuel et homoparentalité, euthanasie active, etc.. Je *ne veux pas* de cela, et je ne crois pas du tout que sa victoire aux législatives soit certaine. Je veux me battre, tout faire en sorte pour que cette catastrophe civilisationnelle ne se produise pas. Si nous gagnons, je pourrai me dire que j'y ai participé, si nous perdons, au moins aurai-je la petite satisfaction de penser que je ne suis pas resté les bras croisés.

Dans quelle circonscription ?

La 9^{ème} circonscription des Yvelines

Pour quel parti ?

Le PCD, le Parti Chrétien-Démocrate

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

Je vous l'ai dit ci-dessus. J'ajoute en outre que la politique m'a toujours passionné, que je l'ai toujours considérée comme un prolongement *naturel* de mon action dans la cité : mes études, mon mariage, l'éducation de mes enfants, mon activité professionnelle. J'ai donc toujours, si je peux dire, fait de la politique « de façon domestique », en prenant déjà au sérieux, du mieux possible, mes devoirs d'état. Seulement, mes très nombreux voyages pendant 35 ans, mes 5 enfants, et le fait que mon épouse ait une activité professionnelle pendant toutes ces années m'interdisait de faire plus, malgré ma frustration. Les enfants ont grandi, j'ai un peu plus de temps. Le moment est venu.

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

Je vous l'ai dit également : la victoire de la gauche aux législatives n'est pas certaine. Je sens parfois chez

certaines leaders de mon camp une forme de défaitisme ou de lassitude, que je ne sens ni dans la population, ni chez les militants, qui m'encouragent et me disent « Allez-y ! ». Quand on croit à la victoire, on n'est pas sûr de gagner. Mais quand on n'y croit pas, là, on est sûr de perdre...

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élu ?

Mes chances d'être élu sont nulles, et ce n'est pas ce que je cherche. Ma candidature est, plus encore que de témoignage, une candidature *deconviction*. Je veux à la fois faire gagner mon camp, et que mes valeurs soient pérennisées. Je n'ai pas besoin d'un très gros score pour cela.

Si vous n'êtes pas élu, comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

Si mon camp l'emporte, et qu'il est prouvé que mon action y a contribué, d'abord, ma satisfaction sera totale. Il s'agira ensuite de voir comment je peux m'inscrire dans une continuité au service des électeurs de ma circonscription.

Votre programme :

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

J'ai publié de nombreux articles dans Liberté Politique, sur ce sujet.

Je ne suis pas un financier, mais je crois que plutôt que de vouloir brider la finance (aujourd'hui, il est vrai, mal orientée), au risque de tarir la source, il faudrait déjà mettre en place les instruments spécifiques pour que ceux qui ne sont pas près de l'eau puissent en disposer. En d'autres termes, je crois qu'il faut déjà augmenter considérablement les dispositifs de financement pour les PME, dans les régions en particulier. Quand on aura fait cela, on aura déjà bien avancé.

Pour ce qui est de l'économie au service de l'Homme, soyons réalistes : la première chose qui peut servir l'Homme, c'est déjà qu'il puisse vendre ce qu'il produit, ou pour le dire autrement, qu'il puisse produire de telle sorte que ses produits soient vendables. Ceci porte un nom : compétitivité. Mon livre « Mondialisation sans peur » (Muller Editions, 2010) ainsi que ma contribution au « Rapport Boutin » sur les conséquences sociales de la mondialisation abordent ce point très largement.

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

Pour ce qui concerne l'euthanasie, la loi Léonetti est, de l'avis de tous les spécialistes, une très bonne loi d'équilibre, qui limite tant le risque de l'euthanasie active que celui de l'acharnement thérapeutique. Il ne faut pas y toucher.

Pour ce qui est des cellules souches embryonnaires, on sait depuis longtemps que d'autres cellules sont plus efficaces. Si on continue à vouloir utiliser des souches embryonnaires, c'est uniquement pour des raisons idéologiques et politiques, pour tenter de prouver que l'embryon est une « chose ». Je veux qu'on choisisse la logique médicale, et pas la logique idéologique.

Pour ce qui est de l'avortement, c'est la même chose : les autres alternatives que l'avortement aux grossesses non désirées, volontairement, ne sont ni proposées ni développées, faisant ainsi des femmes en détresse les otages de visées idéologiques. Je veux qu'elles puissent avoir un *vrai choix*. Proposons déjà un vrai « pro choice », et pas un « pro choice » hypocrite et mensonger.

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe.

Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidemment la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ?

J'ai écrit dans LP que « *Les homosexuels ne veulent pas le mariage* » et c'est vrai. D'abord, ce ne sont pas « les homosexuels » qui revendiquent le droit au mariage et à l'adoption, mais seulement quelques individus activistes, qui prennent ainsi en otage leur communauté, qui ne souhaite en général qu'une chose : qu'on ne s'occupe pas d'eux et qu'on les laisse en paix. En plus, ces activistes ne veulent pas le mariage, ils s'en contrefichent. Ils veulent seulement le *droit au mariage*, pour pouvoir le détruire symboliquement, en montrant que si eux l'obtiennent, c'est qu'il n'a pas de valeur. Je ne veux pas qu'on détruise les fondamentaux de ma civilisation, simplement pour assurer le « soft power » d'une petite clique d'hommes et de femmes avides de notoriété et de pouvoir.

L'Education nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quelle est votre analyse et comment redresser la barre ?

Le problème de l'Education nationale est complexe. Là aussi, j'ai abondamment écrit dans LP et dans mon livre. D'abord, je dis qu'on ne peut pas considérer le problème de l'école comme séparé du reste de la société, et d'abord de celui de l'éducation parentale. C'est trop facile d'accuser l'école de ne pas faire son travail, si le « matériau humain » que nous lui fournissons est de mauvaise qualité, en d'autres termes, si nous ne faisons pas déjà correctement notre métier d'éducateurs. Il n'est pas agréable de dire cela, mais c'est la première priorité. Ensuite, je crois qu'il faut nuancer la notion d'idéologie « *permissive, égalitariste et dépassée* ». La plupart des enseignants ne sont pas de dangereux idéologues, mais des « petits profs » qui souvent se donnent beaucoup de mal, dans des conditions très difficiles, pour réparer les pots cassés, et faire en sorte qu'il sorte du circuit scolaire des enfants à peu près instruits et équilibrés, et cela contre l'idéologie dominante et, parfois, contre le laxisme éducatif parental.

Là où l'idéologie prévaut souvent, par contre, c'est au niveau des inspections et des conceptions de programmes : réformes constantes et de plus en plus compliquées, partis pris idéologiques évidents. Très souvent, les professeurs en sont les premières victimes, tout autant que les enfants.

Pour ce qui est du « pédagogisme », je suis d'accord. Le problème, c'est d'imposer la réforme à une « élite » de hauts fonctionnaires qui « tiennent » le Ministère et qui font tout pour la « torpiller ». Jusqu'ici, aucun ministre n'a su en venir à bout, et ce n'est pas la gauche qui va le faire...

La gestion de l'Education nationale est actuellement très centralisée ce qui peut-être un frein à l'attention aux enfants sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Je vois bien ce que vous voulez me faire dire : quid de l'autonomie donnée aux établissements ? Je suis très réservé à ce propos. En croyant résoudre le problème de la centralisation « aplanissante », le risque est de créer une école à deux vitesses, c'est évident. Ce serait créer des ghettos du savoir, tomber de charybde en scylla. Je crois qu'il faut garder le principe de la mixité sociale et intellectuelle à l'école, avec des dispositifs d'accompagnement pour ceux qui ont du mal à suivre. Par contre, il faut retirer des classes les quelques meneurs, peu nombreux, mais qui « pourrissent » les classes, ainsi que ceux qui n'ont pas leur place dans le circuit scolaire. Certains ne sont pas faits pour l'école, c'est un fait et ce n'est pas désobligeant. Ceux-là doivent pouvoir s'orienter dès que possible vers le circuit d'apprentissage professionnel.

La France est en situation de crise et face à un impératif de mise en adéquation de ses dépenses publiques (55% du PIB) avec ses ressources publiques (45% du PIB). Pourtant elle a l'une des administrations étatiques les plus lourdes d'Europe et ses missions, effectifs et structures n'ont pas évolué malgré la décentralisation et le changement du monde environnant. Les Français la ressentent aujourd'hui comme de moins en moins efficace et de plus en plus contraignante. Comment selon vous serait possible la recherche d'un nouvel équilibre qui ne se traduise pas tout simplement par un surcroît d'effectifs et un surcroît d'impôts, mais un allègement et une plus grande efficacité ?

Un chapitre de mon livre est consacré à cette question : pour être bref, je pense qu'il faut très largement utiliser les compétences privées, car le privé sait souvent gérer bien mieux que le public. Par contre, il ne s'agit pas de « privatiser », mais bien de *concéder*, c'est-à-dire de faire remplir à ces entreprises une *mission de service public*, contractualisée, sous le contrôle de l'Etat. Pour que cela marche, il est nécessaire que le public soit en mesure de contrôler efficacement. C'est cela qui doit être sa véritable mission de « chef ». Comme disait Lyautey « *Ne rien faire, tout faire faire, ne rien laisser faire* ». Ça n'est pas forcément le plus facile, mais c'est la seule façon à mon avis pour que le service public soit efficace et compétitif.

La famille est cellule de base de la société. Sa définition légale est cependant de plus en plus floue. Comment dans ce contexte définiriez-vous la politique familiale ?

D'abord, le principe de l'altérité homme/femme doit être réaffirmé. Pour cela, il faut que nous gagnions les législatives...

Ensuite, je crois que le principe, c'est que les familles sont les « premiers investisseurs » du pays, et par là même, elles doivent être traitées comme telles. Si c'était le cas, elles ne seraient pas les « prolétaires domestiques » qu'elles sont trop souvent, ou les brebis sur le dos desquelles on tond la laine à qui mieux mieux, pour boucher les trous du reste, alors qu'elles assurent le premier « devoir de production » de la société, celui qui est à la fois le plus difficile et le plus coûteux, la génération et l'éducation des enfants. En agissant ainsi, à l'inverse des priorités, la société s'oblige à payer ensuite très cher les éducateurs sociaux, enseignants, policiers, juges, médecins, psychologues, etc... pour canaliser et soigner les générations de barbares dont elle a négligé l'éducation, en négligeant les premiers éducateurs, les parents. C'est la même erreur que de vouloir traiter à grands frais les branches, les bourgeons et les fruits d'un arbre alors même qu'on en laisse pourrir les racines. C'est une politique stupide et c'est celle qui coûte le plus cher. Pourquoi fait-on cette erreur ? Parce que la tâche éducative familiale est dévalorisée. Il y a d'abord une question de regard et d'image qu'il faut profondément changer. Tout le reste découle de là.

Quel est son but ? Que préconisez-vous comme mesures pour protéger les familles en France, les encourager dans leur œuvre d'éducation et de préparation de l'avenir, leur rendre justice ?

« Rendre justice », votre expression est en effet bien choisie. D'abord, comme je l'ai dit, le regard de la société sur les familles doit changer. Pour cela, il est nécessaire que les plus hautes instances de l'Etat montrent, par des actions symboliques, l'importance qu'elles attachent aux familles, qu'elles se penchent vers les *humbles éducateurs* que sont les parents, ceux qui assument, sans en tirer de gloire, la charge la plus lourde et la plus importante.

De nombreuses mesures sont possibles. L'une d'entre elles est, certainement, la revalorisation importante de la retraite des parents, en comptabilisant le travail « non marchand » (mais pas « non existant », ni « non coûtant » !) qu'ils effectuent pendant toute la période de prise en charge éducative et financière de leurs enfants.

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites, logements et santé par exemple) ?

Les plus pauvres ne doivent certainement pas être les oubliés de la société. Mais nous avons aujourd'hui une priorité : nous devons sauver déjà ceux qui travaillent. En effet, rien ne nous servira de sauver les pauvres si nous n'empêchons pas déjà ceux qui ne le sont pas de le devenir. La solidarité sans l'efficacité économique, c'est de l'utopie. Pas de contresens : il faut faire regrossir le gâteau, avant de penser à mieux le partager. Compétitivité d'abord, tous nos efforts doivent aller dans ce sens. C'est la première obligation. Par contre, on peut aménager beaucoup de choses, car la société est très mal organisée pour les petits ou les très petits budgets. Par exemple : redévelopper les cautions mutuelles pour un meilleur accès au logement, ou encore amplifier les dispositifs de micro-crédit.

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre République. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au cœur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

La laïcité est protectrice des religions, qu'elle fait cohabiter harmonieusement dans la société dans le respect de la loi, alors que le laïcisme veut ostensiblement les détruire (et en premier lieu la religion catholique), en les « enfermant » dans la sphère privée, c'est-à-dire, en réalité, en les privant de toute forme d'expression publique, en les « bâillonnant ». Nicolas Sarkozy a eu le mérite de débloquent ce verrou psychologique : l'expression de sa religion par un individu est une liberté, un droit. C'est cela, la « laïcité positive ». Il faut s'attacher à conserver ce droit, en l'utilisant, tout simplement. Ne pas cacher sa foi. On aurait le droit de parler de politique, d'arts, de foot, de tout, et pas de nos valeurs chrétiennes ? Au contraire, il faut les revendiquer, occuper le terrain, en politique et aussi ailleurs. C'est ainsi que « *A te regarder, ils s'habitueront* », comme l'a écrit René Char.